

José Manuel Durão Barroso

President of the European Commission

A European Economic Recovery Plan

Check Against Delivery
Seul le texte prononcé fait foi
Es gilt das gesprochene Wort

Press Conference

Brussels, 26 November 2008

Nous traversons actuellement une période de crise exceptionnelle. Aujourd'hui, grâce à notre plan de relance économique européen, la Commission est en mesure d'y présenter une réponse possible exceptionnelle. Je crois pouvoir vous dire que notre plan fait preuve d'envergure et d'ambition, tout en étant stratégique et durable.

Vous vous souviendrez qu'il y a quelques semaines, ici-même en salle de presse, le 29 octobre, je vous ai présenté les grandes lignes de l'approche de la Commission à la crise financière et économique. Je n'hésite pas à affirmer que c'est la Commission qui a présenté la première ébauche de plan allant au delà de la gestion de la crise des marchés financiers et s'attelant aux vrais défis économiques. C'était notre communication du 29 octobre.

La Commission a non seulement informé le sommet du G20 le 15 novembre à Washington. Avant, lors du Conseil européen du 7 novembre, la Commission a également donné un cadre à la réflexion et l'action des Etats membres dans le domaine de ce que normalement on appelle l'économie réelle. Et à ce moment là, j'ai proposé aux Etats membres, qu'on puisse avoir non seulement une position commune pour le sommet de Washington en matière financière, mais aussi qu'on prépare une réponse économique à la crise financière. Et depuis, plusieurs Etats membres ont annoncé des mesures qui sont, on peut le dire, cohérentes avec cette orientation. Bien sûr, nous l'avons dit dès le début, il nous fallait agir en coordination. Mais coordination ne veut pas dire uniformité, car nous avons une grande pluralité de situations économiques nationales. Donc les mesures que les Etats membres sont en train de prendre et vont prendre dans le futur ne seront pas identiques, mais il faut qu'elles soient coordonnées.

Notre approche est, dans ce domaine, celle d'une boîte à outils et je me félicite de constater que les Etats membres utilisent actuellement les outils que nous proposons de la manière qui sert bien sûr leurs intérêts dans leurs situations particulières.

Mais notre approche va bien au-delà de la boîte à outils. En fait, notre approche a, je peux le dire, deux volets essentiels et un principe de référence principal. Les deux volets essentiels, c'est d'une part la réponse par un stimulus budgétaire, d'autre part l'investissement dans certains secteurs d'avenir, en faisant en sorte qu'il y ait une compatibilité entre les mesures de court terme et nos réformes pour le moyen et le long terme. Le principe de base, c'est bien sûr le principe de la solidarité et de la justice sociale. C'est-à-dire, l'ensemble des différentes propositions vise à répondre aux préoccupations et aux besoins de nos concitoyens les plus vulnérables, parce qu'ils seront, ils sont déjà, ceux qui sont les plus atteints par la crise. Donc, en même temps que nous disons aux différents Etats membres, il y a là une boîte à outils à utiliser dans le cadre, bien sûr, de la stratégie de Lisbonne et du Pacte de stabilité et de croissance, il y a aussi des mesures que l'on peut prendre ensemble en utilisant les effets de leviers des instruments communautaires, notamment le budget communautaire.

Si cette réponse est mise en œuvre rapidement et de façon exhaustive, nous pouvons transformer cette crise en opportunité. Nous pouvons franchir une étape décisive dans la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne sur la croissance et l'emploi, notamment en terme d'innovation, et nous pouvons relancer les efforts à long terme de l'Union européenne pour devenir une économie du 21ème siècle à faible teneur en carbone et efficace d'un point de vue énergétique.

Nous sommes en mesure de répondre aux préoccupations et aux besoins des citoyens européens, comme il en incombe à une économie sociale de marché.

Le plan de relance économique européen est la meilleure manière de redonner confiance aux citoyens en allant à l'encontre des craintes de récession profonde et prolongée. C'est la meilleure manière de protéger les citoyens en remettant l'Europe sur le chemin de la croissance pour l'emploi. C'est enfin aussi la meilleure manière d'assurer le développement durable futur en visant la croissance intelligente et propre.

Le Plan européen présente une relance budgétaire opportune, temporaire, ciblée et coordonnée qui associe des encouragements stratégiques et des dépenses supplémentaires et anticipées émanant des budgets nationaux et du budget européen. Ceci équivaldra à une augmentation immédiate du niveau de la demande potentielle dans nos économies s'élevant à +/- 200 milliards d'euros équivalant à +/- 1,5% du PIB de l'Union. L'essentiel des efforts seront déployés au début de l'année 2009 avec certaines mesures s'étalant jusqu'à 2010.

+/- 170 milliards d'euros équivalant à 1,2% du PIB de l'Union seront, dans notre proposition, fournis par les Etats membres. 30 milliards d'euros correspondant à 0,3% du PIB de l'Union seront fournis à travers l'action de l'union européenne. Quant à ce dernier montant, 14,4 milliards proviendront du budget de l'UE et 15,6 milliards de la Banque Européenne d'Investissement, cette dernière programmant un montant similaire en 2010.

Donc, en tout, 200 milliards d'euros, 1,5% du PIB européen.

Our plan will boost demand and thus save and create millions of jobs.

The Plan also sets out a comprehensive longer-term strategy. It is based on smart investment now and in the future. It is based on investment both in people and in business: Investment in skills, energy efficiency, infrastructure, interconnectivity, innovation and clean technology. This is how we ensure that the short-term fiscal stimulus is also a platform for sustainable growth and jobs in the future. It shall reach all across the board of the economy, from the auto industry to the construction sector.

We believe it is very important to take short term measures that not only are compatible with our medium and long term objectives, but are in fact reinforcing the possibility of the structural reforms to attain those objectives.

Coordinated European action can and will reach an impact that national action alone cannot have and will not have.

Coordinated EU action can and will make the difference.

Business as usual is not an option. That would lead to a vicious recessionary cycle. It would lead to falling purchasing power and falling tax revenues, to rising unemployment and the accompanying human misery, to ever wider budget deficits, ultimately to a risk of social instability. That is the lesson of the 1930s.

But there is also a lesson from more recent recessions, notably in the 1970s. That second lesson is that short-term spending without structural reform and without a smart strategy for investing and paying back the borrowing can fuel a downward spiral of debt and unemployment in the future. The cost of fighting this crisis must not be a worse crisis in the future as we struggle to deal with a hangover of debt.

So our Recovery Plan mobilizes the levers of national governments, the instruments of the European Union and the influence of intelligent coordination to add up to a potent force of response to the trend towards recession. It does so within the Stability and Growth Pact, while using its full flexibility. It sets a clear framework both for the fiscal stimulus and for the return to medium-term budgetary stability.

The Plan realizes the particular strength of the EU – its ability to help partners work together – whilst avoiding one-size fits all solutions. Member States' economies are not identical, their macro-economic starting positions are very different indeed. A look at our economic forecast issued in November is sufficient to confirm this. Everyone is suffering from this crisis and everyone needs treatment. But not everyone needs the same kind of treatment.

This being said, in our integrated single market, no national problem and no national action are without collateral effects. Member States who launch stimulus packages will therefore benefit in two ways: They will put money in the pockets of those who need it at home – and they will also stimulate demand in other Member States, giving a major boost to their own exporters. The full extent of the benefits of individual Member States' fiscal measures will only be reaped if they are part of a co-ordinated European response.

The "country chapters" issued by the Commission on 16 December as part of our annual Lisbon Growth and Jobs Strategy package will include additional proposals for more comprehensive country specific recommendations, which the Commission will invite the Spring European Council to endorse.

Meanwhile, the Recovery Plan also includes a significant reinforcement of the mechanism under the Stability and Growth Pact and under the Lisbon Strategy for galvanising the Member States to speed up structural reforms.

Member States will be asked to spell out how they intend to ensure medium-term budgetary stability in updated Stability or Convergence Programmes.

Taken together with guidance the Commission will issue on the application of state aid rules, all of this will mean that Member States have agreed collectively on what each country needs to do individually to implement the Recovery Plan and ensure medium-term financial sustainability.

So let me sum up. We are proposing today a fiscal stimulus, based on Member States taking coordinated and mutually reinforcing measures suited to their own economic situations whilst benefiting each other.

Short-term pain relieving measures are accompanied by longer-term measures to cure problems at their source. That is the only way to prevent future crises and to put our economies back on the growth path.

Our package is powerful, systematic and also pragmatic. This is the time for Europe to act in concert to lay firm foundations to the future.

In fact we can also detail a set of ten major initiatives. They are going to be distributed to you as part of our comprehensive package.

1. The launch of a major European employment support initiative.
2. Create demand for labour.
3. Enhance access to finances for business.
4. Reduce the administrative burden and promote entrepreneurship.
5. Step up investments to modernise Europe's infrastructures.
6. Improve energy efficiency in buildings.
7. Promote the rapid take up of green products.
8. Increase investments in R&D, innovation and education.

9. Developing clean technologies for cars and construction.

10. A high speed internet for all.

These are specific programmes that we are proposing to adopt and pursue collectively with European Union and national instruments. Today we have a framework into which individuals action of member states can fit seamlessly and productively. I call on the EU institutions and on the Member States to swiftly approve and implement this plan.

I really believe we owe it to our citizens.

And let me conclude with one point I made several days ago at the Washington summit. We know the situation is difficult, serious. But it is not with pessimism that we will solve the problems. I know that today it is very fashionable to be pessimistic. There is what I call the intellectual attractiveness of pessimism, the glamour of pessimism. Everyone is trying to show that he is more intelligent than the others being more pessimistic than the others. I think it is our duty as well to show that we can change the situation if we act decisively and in a coordinated manner in Europe and also, I believe, in the rest of the world.